

LOIS, DÉCRETS ET RÈGLEMENTS

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE
ET DE LA FAMILLE

F. 85 — 1670

15 JUILLET 1985

Loi relative à l'utilisation de substances à effet hormonal
ou à effet antihormonal chez les animaux (1)

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. La présente loi a pour but de régler, dans l'intérêt de la santé publique, l'utilisation chez les animaux de substances à effet hormonal ou à effet antihormonal.

Art. 2. Pour l'application de la présente loi, il faut entendre par :

1. animaux d'exploitation : les animaux domestiques des espèces bovine, porcine, ovine, caprine et les solipèdes et volailles domestiques, ainsi que les animaux sauvages des espèces précitées et les ruminants sauvages dans la mesure où ils sont élevés dans une exploitation;

2. commercialiser : importer, exporter, transporter, détenir, offrir en vente, vendre, donner à abattre, céder à titre gratuit ou onéreux;

3. traitement thérapeutique : l'administration à un animal, d'une des substances à effet hormonal ou à effet antihormonal autres que celles visées à l'article 3, en vue de traiter un état pathologique constaté à la suite d'un examen vétérinaire.

Art. 3. Il est interdit de prescrire et d'administrer des stéroïdes, des dérivés de stéroïdes, de leurs sels et esters, ainsi que des substances à effet thyrostatique.

Art. 4. § 1. Sans préjudice de l'application de la législation sur l'exercice de l'art vétérinaire, il est admis de prescrire et d'administrer des médicaments qui contiennent des substances à effet hormonal ou à effet antihormonal, autres que celles visées à l'article 3, en vue d'un traitement thérapeutique, d'une synchronisation oestrale, de l'interruption d'une gestation non souhaitée, d'une amélioration de la fécondité et d'une préparation d'animaux donneurs et receveurs à l'implantation d'embryons.

§ 2. La prescription et l'administration des substances à effet hormonal ou à effet antihormonal, autres que celles visées à l'article 3, en vue de l'engraissement sont interdites.

§ 3. En dérogation au § 2, le Roi peut, sur la proposition conjointe des Ministres qui ont la Santé publique et l'Agriculture dans leurs attributions et sur proposition ou avis du Conseil supérieur d'Hygiène publique :

1° fixer la liste des substances à effet hormonal ou à effet antihormonal autres que celles visées à l'article 3, qui peuvent être prescrites et administrées en vue de l'engraissement;

2° fixer les conditions et les modalités pour la prescription et l'administration de ces substances.

Art. 5. Sans préjudice des dispositions prévues à l'article 9, il est interdit de commercialiser des animaux d'exploitation auxquels des substances à effet hormonal ou à effet antihormonal ont été administrées en infraction aux dispositions de la présente loi ou de ses arrêtés d'exécution.

(1) *Sessions 1983-1984 et 1984-1985.*

Chambre des représentants,

Documents parlementaires. — Projet de loi n° 976/1 (1983-1984). — Amendements n°s 976/2 à 976-6. — Rapport n° 976/7. *Annales parlementaires.* — Discussion et adoption. Séance du 28 mars 1985.

Sénat,

Documents parlementaires. — Projet de loi n° 849/1 (1984-1985). — Rapport n° 849/2. — Amendement n° 849/3.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 19 juin 1985.

WETTEN, DECRETEN EN VERORDENINGEN

MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID
EN VAN HET GEZIN

N. 85 — 1670

15 JULI 1985

Wet betreffende het gebruik bij dieren van stoffen met hormonale
of met anti-hormonale werken (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet heeft tot doel in het belang van de volksgezondheid het gebruik bij dieren van stoffen met hormonale of met antihormonale werking te regelen.

Art. 2. Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder :

1. landbouwdieren : de huisdieren van de soorten runderen, varkens, schapen en geiten en als huisdieren gehouden eenhoevigen en pluimvee, alsmede de wilde dieren van voornoemde soorten en wilde herkauwers die in een bedrijf worden gehouden;

2. verhandelen : invoeren, uitvoeren, vervoeren, onder zich hebben, te koop aanbieden, verkopen, ter slachting aanbieden, afstaan om niet of onder bezwarende titel;

3. therapeutische behandeling : toediening aan een dier, op voorschrift van een dierenarts, van stoffen met hormonale of met antihormonale werking, andere dan de stoffen bedoeld in artikel 3, ten einde een na een onderzoek door een dierenarts geconstateerde ziekte toestand te behandelen.

Art. 3. Het voorschrijven en het toedienen van stoffen, steroïden, steroïdderivaten, zouten en esters ervan, evenals van stoffen met een thyroestatische werking is verboden.

Art. 4. § 1. Onverminderd de toepassing van de wetgeving op de uitoefening van de diergeneeskunde, is het voorschrijven en het toedienen van geneesmiddelen die stoffen met hormonale of met antihormonale werking, andere dan deze bedoeld in artikel 3, bevatten, toegestaan met het oog op een therapeutische behandeling, een bronsynchronisatie, een onderbreking van een ongewenste dracht, een verbetering van de vruchtbaarheid en een voorbereiding van donordieren en ontvangende dieren op de implantatie van embryo's.

§ 2. Het voorschrijven en het toedienen van stoffen met hormonale of met antihormonale werking andere dan deze bedoeld in artikel 3, met het oog op de vetmesting is verboden.

§ 3. In afwijking van § 2 kan de Koning op de gezamenlijke voordracht van de Ministers tot wier bevoegdheid de Volksgezondheid en de Landbouw behoren en op voorstel of na advies van de Hoge Gezondheidsraad :

1° de lijst bepalen van de stoffen met hormonale of met antihormonale werking, andere dan de stoffen bedoeld in artikel 3, welke met het oog op de vetmesting van landbouwdieren mogen worden voorgeschreven en toegediend;

2° de voorwaarden en de modaliteiten vaststellen waarvan het voorschrijven en het toedienen afhankelijk wordt gesteld.

Art. 5. Onverminderd het bepaalde in artikel 9, is het verboden landbouwdieren te verhandelen waaraan stoffen werden toegediend met hormonale of met antihormonale werking bij overtreding van de bepalingen van deze wet of van de uitvoeringsbesluiten ervan.

(1) *Zittingen 1983-1984 en 1984-1985.*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire stukken. — Ontwerp van wet nr. 976/1 (1983-1984). Amendementen nrs. 976/2 tot 6. — Verslag nr. 976/7.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 28 maart 1985.

Senaat.

Parlementaire stukken. — Ontwerp van wet overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers nr. 849/1 (1984-1985). Verslag 849/2. — Amendement 849/3.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 19 juni 1985.

Art. 6. Sans préjudice des attributions des officiers de police judiciaire, les infractions aux dispositions de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution sont recherchées et constatées par les fonctionnaires ou agents désignés par le Roi.

Leurs procès-verbaux font foi jusqu'à preuve du contraire; une copie en est transmise aux contrevenants dans les huit jours ouvrables de la constatation.

Ces fonctionnaires ou agents sont autorisés à prélever des échantillons et à les faire analyser dans un laboratoire agréé à cet effet en vertu de l'article 7.

Ils ont, dans l'exercice de leur fonction, accès à toute heure à tout endroit où des animaux peuvent se trouver, à l'exception des pièces d'habitation.

Ils peuvent se faire communiquer tous les renseignements et se faire produire tous documents nécessaires à l'exercice de leur mission de contrôle et procéder à toutes constatations utiles.

Art. 7. Le Roi peut fixer le mode et les conditions de prélèvement d'échantillons, les méthodes d'analyse, le tarif des analyses et les conditions d'agrément et de fonctionnement des laboratoires d'analyse.

Art. 8. Lorsque les fonctionnaires ou agents visés à l'article 6 disposent des indices relatifs à l'administration de substances à effet hormonal ou à effet antihormonal, ils peuvent par mesure administrative, provisoirement saisir un ou plusieurs animaux en vue de prendre des échantillons.

Cette saisie provisoire prend fin de plein droit au terme du seizième jour qui suit le jour de la prise d'échantillons. Ce délai est prolongé le cas échéant jusqu'au moment où le résultat de la contre-analyse est connu.

Suivant le résultat de l'analyse ou, le cas échéant, de la contre-analyse, la saisie provisoire est levée ou modifiée en saisie définitive, conformément aux dispositions de l'article 9.

Les frais d'analyse de tous les échantillons pris en vertu du présent article doivent être payés par le propriétaire ou le détenteur des animaux, lorsqu'il est procédé à la saisie définitive d'au moins un animal.

Art. 9. Lorsqu'il est établi, suite à l'aveu, la prise en flagrant délit, ou l'analyse d'échantillons, confirmée le cas échéant par la contre-analyse, que des substances à effet hormonal ou à effet antihormonal ont été administrées en infraction aux dispositions de la présente loi ou de ses arrêtés d'exécution, les fonctionnaires ou les agents visés à l'article 6 saisissent les animaux traités et les placent sous contrôle permanent à l'exploitation de l'intéressé et aux frais de celui-ci, jusqu'au moment où l'analyse des échantillons, pris à sa demande par les agents susmentionnés, fait apparaître que les résidus des substances à effet hormonal ou à effet antihormonal ont disparu.

A partir de ce moment, le contrôle permanent et la saisie sont levés par le fonctionnaire ou l'agent qui a pris les mesures, à condition que l'intéressé apporte la preuve que les frais visés au présent article et à l'article 8 ont été payés.

Toutefois, lorsque l'analyse d'échantillons, confirmée le cas échéant par la contre-analyse, révèle que des stibènes, des dérivés de stibènes, de leurs sels et esters ainsi que des substances à effet thyrostatique ont été administrés aux animaux, les fonctionnaires ou agents visés à l'article 6 ordonnent l'abattage immédiat de ces animaux en vue de leur destruction dans les clos d'équarrissage.

Les frais résultant des analyses des échantillons pris en application du présent article sont à charge du propriétaire ou du détenteur des animaux.

Art. 10. § 1er. Sans préjudice de l'application de peines plus sévères prévues par le Code pénal,

1. est puni d'un emprisonnement de huit jours à trois ans et d'une amende de mille à cinquante mille francs ou de l'une de ces peines seulement :

a) celui que commercialise des animaux auxquels des substances à effet hormonal ou à effet antihormonal ont été administrées en infraction aux dispositions de la présente loi ou de ses arrêtés d'exécution;

b) celui qui s'oppose aux visites, inspections, contrôles, prises d'échantillons ou demandes d'information ou documents par les fonctionnaires ou agents visés à l'article 6 ou qui fournit des renseignements ou des documents inexacts.

2. est puni d'un emprisonnement d'un mois à cinq ans et d'une amende de trois mille à cent mille francs ou de l'une de ces peines seulement :

a) celui qui prescrit ou administre des substances à effet hormonal ou à effet antihormonal en infraction aux dispositions de la présente loi ou de ses arrêtés d'exécution;

b) celui qui commercialise des animaux dont il sait que des substances à effet hormonal ou à effet antihormonal leur ont été administrées en infraction aux dispositions de la présente loi ou de ses arrêtés d'exécution.

Art. 6. Onverminderd de ambtsbevoegdheid van de officieren van de gerechtelijke politie worden de overtredingen van deze wet en van de ter uitvoering ervan genomen besluiten opgespoord en vastgesteld door de ambtenaren door de Koning aangewezen.

Hun processen-verbaal hebben bewijskracht tot het tegenbewijs is geleverd; een afschrift ervan wordt binnen de acht werkdagen na de vaststelling aan de overtredders gezonden.

Deze ambtenaren kunnen monsters nemen en deze door een daartoe krachtens artikel 7 erkend laboratorium laten ontleiden.

In de uitoefening van hun ambt mogen zij te allen tijde iedere plaats betreden waar dieren zich kunnen bevinden, behoudens de plaatsen die tot woning dienen.

Zij kunnen zich alle inlichtingen doen verstrekken en bescheiden doen voorleggen die voor het uitoefenen van hun controletaak nodig zijn en alle nuttige vaststellingen doen.

Art. 7. De Koning kan de wijze en de voorwaarden van monsterneming, de analysemethoden, het tarief van de analyses en de voorwaarden inzake erkenning en werking van de analyseslaboratoria vaststellen.

Art. 8. Wanneer de in artikel 6 bedoelde ambtenaren over aanwijzingen beschikken dat stoffen met hormonale of met antihormonale werking werden toegediend, kunnen zij bij administratieve maatregel één of meer dieren voorlopig in beslag nemen met het oog op het nemen van monsters.

Deze voorlopige inbeslagneming neemt van rechtswege een einde bij het verstrijken van de zestiende dag na de dag van de monsterneming. Deze termijn wordt in voorkomend geval verlengd tot op het ogenblik dat de uitslag van het tegenonderzoek gekend is.

Naargelang de uitslag van het onderzoek, desgevallend het tegenonderzoek, wordt het voorlopig beslag opgeheven of omgezet in een definitief beslag overeenkomstig de bepalingen van artikel 9.

De kosten van ontleding van alle monsters genomen bij toepassing van dit artikel moeten betaald door de eigenaar of de houder van de dieren indien wordt overgegaan tot het definitief in beslag nemen van ten minste één dier.

Art. 9. Wanneer, ingevolge bekentenis, betrapping op heterdaad of uit het onderzoek van monsters, desgevallend bevestigd door een tegenonderzoek, vaststaat dat stoffen met hormonale of met antihormonale werking werden toegediend bij overtreding van de bepalingen van deze wet of van de besluiten ter uitvoering ervan, nemen de ambtenaren bedoeld in artikel 6 de behandelde dieren in beslag en plaatsen ze op het bedrijf van betrokkenen en op zijn kosten onder permanente controle tot op het ogenblik dat uit de ontleding van monsters, genomen door voornoemde ambtenaren op zijn verzoek, blijkt dat de residuen van stoffen met hormonale of met antihormonale werking verdwenen zijn.

Op dat ogenblik worden de permanente controle en het beslag opgeheven door de ambtenaar die maatregelen heeft genomen op voorwaarde evenwel dat de betrokkene het bewijs levert dat de in dit artikel en in artikel 8 bedoelde kosten werden betaald.

Echter wanneer het onderzoek van monsters desgevallend bevestigd door een tegenonderzoek bewijst dat stibenen, stibeenenderivaten, zouten en esters ervan evenals stoffen met een thyrostatische werking aan de dieren werden toegediend, bevelen de ambtenaren bedoeld in artikel 6 de onmiddellijke slachting der dieren met het oog op hun vernietiging in het destructiebedrijf.

De kosten die voortvloeien uit de ontleding van de monsters, genomen in toepassing van dit artikel, vallen ten laste van de eigenaar of de houder van de dieren.

Art. 10. § 1. Onverminderd de toepassing van strengere straffen in het Strafwetboek gesteld,

1. wordt gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot drie jaar en een geldboete van duizend, tot vijftigduizend frank of met één van die straffen alleen :

a) hij die dieren verhandelt waaraan stoffen met hormonale of met antihormonale werking werden toegediend bij overtreding van de bepalingen van deze wet of van de besluiten ter uitvoering ervan;

b) hij die zich verzet tegen bezoeken, inspecties, controles, monsternemingen of vragen naar inlichtingen of documenten door de in artikel 6 bedoelde ambtenaren of die onjuiste inlichtingen of documenten verstrekt.

2. wordt gestraft met een gevangenisstraf van één maand tot vijf jaar en een geldboete van drieduizend frank tot honderdduizend frank of met één van die straffen alleen :

a) hij die stoffen met hormonale of met antihormonale werking voorschrijft of toedient bij overtreding van de bepalingen van deze wet of van de besluiten ter uitvoering ervan;

b) hij die dieren verhandelt waarvan hij weet dat stoffen met hormonale werking eraan werden toegediend bij overtreding van de bepalingen van deze wet of van de besluiten ter uitvoering ervan.

§ 2. En cas de récidive endéans les trois ans de la condamnation à l'une des infractions prévues au § 1er, les peines d'emprisonnement et d'amende peuvent être portées au double. Le tribunal peut en outre ordonner la fermeture totale ou partielle de l'établissement du condamné pour une période de huit jours à un an.

§ 3. Toutes les dispositions du Livre 1er du Code pénal, à l'exception des articles 42, et 43 et du chapitre V, mais sans exception du chapitre VII et de l'article 85, sont applicables aux infractions prévues par la présente loi.

Art. 11. § 1er. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, prendre dans les limites du champ d'application de la présente loi, toutes mesures nécessaires à l'exécution des traités et des actes internationaux pris en vertu de ceux-ci. Il peut, à cette fin, abroger ou modifier les dispositions de la présente loi.

§ 2. Chaque infraction aux dispositions prises en vertu du § 1er, pour laquelle l'article 8 n'a pas prévu de peine, est punie des peines que détermine le Roi et qui ne peuvent être inférieures à un emprisonnement de huit jours et/ou à une amende de mille francs, ni supérieures à un emprisonnement de cinq ans et/ou à une amende de dix mille francs.

Promulguons le présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtu du Sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 15 juillet 1985.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Relations extérieures,

L. TINDEMANS

Le Ministre des Affaires sociales,

J.-L. DEHAENE

Le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,

P. DE KEERSMAEKER

Le Secrétaire d'Etat à la Santé publique
et à l'Environnement,

F. AERTS

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 85 — 1671

2 AOUT 1985. — Arrêté royal accordant à la S.A. Neven-Lemmens, à Wellen, une dérogation temporaire à certaines dispositions de la loi du 8 avril 1985 instituant les règlements de travail, de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, de la loi du 16 mars 1971 sur le travail et de la loi du 4 janvier 1974 relative aux jours fériés et fixant les conditions et l'importance de l'intervention financière de l'Etat dans le cadre d'une expérience du temps de travail (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 179 du 30 décembre 1982 relatif aux expériences d'aménagement du temps de travail dans les entreprises en vue d'une redistribution du travail disponible, notamment l'article 11;

(1) Références au *Moniteur belge* :

Arrêté royal n° 179 du 30 décembre 1982, *Moniteur belge* du 20 janvier 1983.

Erratum, *Moniteur belge* du 22 avril 1983.

Arrêté royal du 20 mai 1983, *Moniteur belge* du 3 juin 1983.

Arrêté royal du 11 avril 1985, *Moniteur belge* du 1er mai 1985.

§ 2. In geval van herhaling binnen drie jaar na de veroordeling wegens één der misdrijven omschreven in § 1, kunnen de gevangenisstraffen en geldboeten worden verdubbeld. De rechtbank kan daarenboven de gehele of gedeeltelijke sluiting bevelen van de inrichting van de veroordeelde voor een termijn van acht dagen tot één jaar.

§ 3. Alle bepalingen van Boek I van het Strafwetboek, uitgezonderd de artikelen 42 en 43, en hoofdstuk V, maar met inbegrip van hoofdstuk VII en artikel 85, zijn van toepassing op de door deze wet bepaalde misdrijven.

Art. 11. § 1. De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit, binnen het toepassingsgebied van deze wet alle maatregelen treffen die nodig zijn voor het uitvoeren van verdragen en van krachtens die verdragen tot stand gekomen internationale akten. Daarbij kan hij de bepalingen van deze wet opheffen of wijzigen.

§ 2. Elke overtreding van de bepalingen krachtens § 1 vastgesteld en waarop geen straf is gesteld bij artikel 8, wordt gestraft met de straffen die de Koning bepaalt en die niet lager dan een gevangenisstraf van acht dagen en/of een geldboete van duizend frank en niet hoger dan een gevangenisstraf van vijf jaren en/of een geldboete van tienduizend frank mogen zijn.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 15 juli 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Betrekkingen,

L. TINDEMANS

De Minister van Sociale Zaken,

J.-L. DEHAENE

De Staatssecretaris voor Landbouw,

P. DE KEERSMAEKER

De Staatssecretaris voor Volksgezondheid en Leefmilieu,

F. AERTS

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 85 — 1671

2 AUGUSTUS 1985. — Koninklijk besluit waarbij aan de N.V. Neven-Lemmens, te Wellen, een tijdelijke afwijking wordt verleend van sommige bepalingen van de wet van 8 april 1965 tot instelling van de arbeidsreglementen, van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, van de arbeidswet van 16 maart 1971 en van de wet van 4 januari 1974 betreffende de feestdagen en tot vaststelling van de voorwaarden voor, en de omvang van de financiële tegemoetkoming van de Staat in het kader van een experiment tot aanpassing van de arbeidstijd (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 179 van 30 december 1982 betreffende de experimenten van aanpassing van de arbeidstijd in de ondernemingen met het oog op een herverdeling van de beschikbare arbeid, inzonderheid op artikel 11;

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Koninklijk besluit nr. 179 van 30 december 1982, *Belgisch Staatsblad* van 20 januari 1983.

Erratum, *Belgisch Staatsblad* van 22 april 1983.

Koninklijk besluit van 20 mei 1983, *Belgisch Staatsblad* van 3 juni 1983.

Koninklijk besluit van 11 april 1985, *Belgisch Staatsblad* van 1 mei 1985.